



Le premier tour des élections municipales

Rejet et exigence de rupture

Le premier enseignement du premier tour des élections municipales, c'est l'effondrement de la participation. L'abstention bat tous ses records pour des municipales (hors 2020 en plein Covid), particulièrement dans les bureaux de vote des quartiers ouvriers et populaires.

D'élection en élection, le peuple travailleur se détourne toujours plus du suffrage universel. Il constate que les gouvernements – qu'ils soient de droite ou de gauche – se soumettent tous aux institutions de la V^e République, c'est-à-dire aux exigences du capital financier. C'est pourquoi tous s'en prennent à la Sécurité sociale et aux droits ouvriers, tous suppriment ou accompagnent les suppressions massives d'emplois, privatisent les services publics, disloquent l'Éducation nationale et les hôpitaux, etc.

Ce qui est nouveau ce 15 mars, c'est que les électeurs se détournent d'un scrutin municipal qui était jusque-là, avec la présidentielle, celui qui connaissait la plus forte participation. Mais aujourd'hui, il leur apparaît vidé de tout enjeu. Car, face à Macron et à Lecornu qui asphyxient les communes pour financer la guerre, les travailleurs constatent que les majorités municipales de toutes couleurs politiques acceptent cette situation, et donc relaient les coupes imposées par ces réductions budgétaires.

Ce que la presse appelle « *la percée de La France insoumise* », c'est le fait que, sur fond d'abstention record, une partie de l'électorat populaire a saisi le bulletin de vote LFI pour exprimer son aspiration à une rupture prônée par le programme de ce mouvement. Dans ce vote, s'est exprimé aussi son rejet du soutien apporté par les dirigeants du Parti socialiste à Lecornu et à son budget anti-ouvrier.

L'extrême droite, pour sa part, résolument anti-ouvrière, raciste, démagogique et réactionnaire dans tous les domaines, a saisi l'occasion de cette désaffection massive pour se renforcer, gagnant dès le 15 mars un nombre important de municipalités et se disposant pour être en situation de l'emporter dimanche prochain dans nombre d'autres.

Au fait, dimanche soir et lundi matin, dans les échanges, commentaires et polémiques entre représentants des grands partis institutionnels, qui a prononcé le nom de Macron ? Personne ! Qui a parlé de la guerre dans laquelle Macron engage le pays ? Personne ! Qui a évoqué le budget de guerre qui étouffe les communes, asphyxie l'Éducation nationale, les hôpitaux et tous les services publics dont le

peuple a besoin ? Personne ! Au-delà des apparences, un solide consensus lie entre eux tous les partis institutionnels, un consensus pour protéger la V^e République, sa clé de voûte, le président, et sa politique de guerre. Ce consensus est contraire aux exigences de la démocratie et aux besoins de la classe ouvrière et de la jeunesse.

S'agissant du second tour et de la menace de voir l'extrême droite s'emparer d'un certain nombre de grandes villes, le Parti des travailleurs estime qu'un front unique sans faille des travailleurs, de la jeunesse et du mouvement ouvrier et démocratique doit s'y opposer. Et cela sans aucune condition ! Le bureau national du Parti des travailleurs reprend à son compte le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Marcher séparément et frapper ensemble ».

- Frapper ensemble, cela signifie pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique de faire barrage d'un seul bloc, sans la moindre condition, à l'extrême droite.
- Marcher séparément, cela signifie que le Parti des travailleurs, qui sort renforcé de plusieurs centaines d'adhérents nouveaux de cette campagne municipale, est déterminé à redoubler d'efforts dans la campagne politique contre la guerre, pour le retrait de toutes les troupes françaises du Moyen-Orient, pour l'affectation des milliards de la guerre à l'école, aux hôpitaux, aux services publics.

Ces mots d'ordre politiques, pour les militants du Parti des travailleurs, se reliaient à leur implication dans la lutte de classe pour aider, à tous les niveaux, à réaliser l'action commune nécessaire, travailleurs et organisations unis, pour arracher leurs revendications. Car du rejet massif du régime bonapartiste de la V^e République, se dégage une conclusion : c'est sur le terrain de la lutte de classe que les travailleurs, entraînant avec eux la jeunesse, contraindront ce régime à l'agonie au recule.

À bas la guerre ! À bas l'exploitation ! Pour le gouvernement ouvrier, rendez-vous le 28 mars, 14 heures, au mur des Fédérés, pour, à l'occasion du 155^e anniversaire de sa proclamation, rendre hommage à la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier de l'histoire.

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

☐ Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des
travailleurs en flashant le QR
Code

